

Vers une plate-forme de compétences romande?

Journal d'Uniterre n° 9 (22 novembre 2006) www.uniterre.ch

Depuis maintenant plus de trois ans, l'agriculture contractuelle de proximité s'est passablement développée en Suisse romande. Sous l'impulsion des paysans de l'Affaire TourneRêve des Jardins des Cocagne, de la Clef des Champs et d'Uniterre, des initiatives ont vu le jour au Jura, à Neuchâtel, à Vevey, à Lausanne, à Renens et dernièrement à Fribourg. Cet automne, ce sont plus de trois mille familles qui ont reçu leurs paniers de produits provenant d'une des quatorze initiatives d'agriculture contractuelle que compte aujourd'hui la Suisse romande.

Cet engouement rapide et croissant - des idées pour de nouveaux projets ne cessent d'arriver au secrétariat - apporte son lot de satisfaction mais soulève également maintes interrogations, questions et problématiques en tous genres chez les producteurs comme chez les consommateurs.

Partant du principe que les réponses aux questions des uns font le bonheur des autres, l'idée d'une plate-forme romande de compétences en matière d'agriculture contractuelle a germé au sein d'Uniterre. Une première séance a eu lieu dans le courant du mois de novembre 2006. Elle a réuni l'ensemble des représentants des organisations actuelles ainsi que des personnes intéressées à en développer d'autres. Il y avait bien entendu des paysans et des maraîchers, mais également un nombre important de consommateurs, pour la plupart bien investis dans leur organisation respective. Un économiste d'Agriidea était également présent. Autant dire que les discussions ont été fortes intéressantes...

Un tour de table a permis de faire connaissance. Chacun a pu présenter son organisation. Puis, dans le but de définir les grandes lignes et les objectifs de cette plate-forme en création, chacun a pu transmettre et s'exprimer sur ses attentes (d'ordre techniques ou d'ordre plus général). Regroupées par catégories, celles-ci ont permis de définir les grandes lignes suivantes:

Défense professionnelle et communication vers l'extérieure. La plate-forme aurait un rôle de porte-parole des revendications et des idées fortes de l'agriculture contractuelle (par exemple: souveraineté alimentaire, accès à la terre, sensibilisation des consommateurs, prix rémunérateurs, qualité des aliments, santé, visage de l'agriculture de demain, etc.). Elle pourrait avoir un rôle promotionnel et de sensibilisation (écoles, médias, débats, actions de promotions, etc.). Le développement d'un site internet pourrait également être à l'ordre du jour.

Travail sur le prix des produits et recherche de fonds. La plate-forme serait un lieu de réflexion et de travail sur le prix d'un produit (formation d'un prix, transparence des prix, qu'est-ce qu'un prix équitable, rémunérateur, etc.). Elle pourrait également être utile pour la recherche de fonds (pour le lancement d'un nouveau projet, pour des événements promotionnels, etc.).

Réponses à des problèmes internes et techniques. La plate-forme servirait comme réseau de compétences spécifiques qui intégrerait des agriculteurs, les consommateurs et toutes autres organisations susceptibles d'apporter des réponses aux problèmes posés (aspects légaux, organisation administrative, gestion des fluctuations de rendement, logistique des distributions, fond de réserve, assurances, etc.). Un catalogue de compétences pourrait ainsi se créer petit à petit.

A l'issue de cette séance, deux propositions de groupes de travail ont été faites. Le premier est axé sur la communication. Il devrait travailler à l'élaboration d'une plaquette de présentation de l'agriculture contractuelle et de la plate-forme. Le deuxième envisagerait de se pencher sur la question des prix.

La forme et les statuts de la plate-forme ne sont pas encore définis. Néanmoins toutes les personnes présentes étaient, semble-t-il, convaincues de son utilité. Une prochaine rencontre est d'ores et déjà fixée pour l'année prochaine. Vous serez bien entendu informés de son évolution par l'intermédiaire du journal.

Nicolas Bezençon